

# Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

N° 39

Hiver 2018

Université de Strasbourg : Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA).

## Éditorial - L'urgence

Michel Dévoluy

Alors que l'appel à plus d'Europe paraît ressassé, il faut impérativement remettre le sujet au premier plan. Les prochaines élections européennes qui se dérouleront du 23 au 26 mai 2019 sur l'ensemble de l'UE auront une importance cruciale. Le risque est grand de voir les partis europhobes et eurosceptiques jouer un rôle déterminant pour les cinq ans à venir. L'urgence éclate au grand jour.

Les conséquences négatives de leur victoire, même relative, seraient immenses. Sans

aller nécessairement jusqu'à la déconstruction de l'édifice communautaire, ces partis anti-européens auraient le pouvoir de décrédibiliser et de saboter toutes les politiques européennes. La méfiance des citoyens se transformerait immanquablement en rejet. La dynamique enclenchée il y a presque soixante-dix ans serait cassée. La fin de l'Europe ne serait plus taboue. Chacun sait que l'UE possède sa part de responsabilité dans cette évolution, d'abord en se montrant trop intransigeante dans le traitement de la crise de 2008, ensuite dans son approche embarrassée des phénomènes migratoires. Mais il faut réagir.

La solution n'est pas dans les lamentations, les regrets, les ressentiments ou les critiques

## Sommaire

### Éditorial - L'urgence

Michel Dévoluy.....1

### L'Union européenne est-elle toujours au service du défi de la convergence ?

Benoit Dicharry et Jeremy Hamm .....3

### La discipline budgétaire dans la zone euro : enjeux et perspectives

Amélie Barbier-Gauchard.....9

### Le redressement économique et financier du Portugal

Gilbert Koenig.....15

### Initiative « une ceinture et une route » : implications économiques pour l'Union européenne

Ke Dai, Gengxin Dai, Meixing Dai.....25

### L'évolution déstabilisante du taux de change en Turquie

Irem Zeyneloglu.....39

### L'économie du bonheur : quelques faits saillants et données empiriques en Europe

Laëtitia Dillenseger et Francis Munier.....45

### L'indépendance de la BCE à l'épreuve des politiques monétaires non conventionnelles

Marine-Charlotte André.....57

adressées aux partis populistes. Elle est dans une volonté politique affichée, fermement et clairement, de construire une Europe à deux vitesses. Aujourd'hui, le premier cercle, articulé sur les pays de l'euro, exige une vraie fédération politique. Aucune zone monétaire intégrée ne peut réussir sur le long terme sans des conditions minimales : un espace économique relativement homogène, la présence d'une solidarité effective entre les participants et une convergence des modèles sociaux. Mais ce n'est pas tout. Un ensemble économique fort, reconnu et respecté exige un pouvoir politique intégré avec une politique étrangère unifiée et une armée commune. Autrement dit, ce premier cercle doit être fermement doté des instruments institutionnels de la souveraineté : gouvernement, parlement et budget. Plus, naturellement, la défense de valeurs communes. Il faut donc pour cette Europe une vraie constitution fédérale.

L'objection habituelle destinée à justifier la frilosité en la matière n'est plus recevable. Soit disant, les peuples ne seraient pas prêts. Ce discours cache surtout la crainte des responsables politiques nationaux de devoir céder une partie de leurs pouvoirs. Et ces derniers ont beau jeu de faire remarquer qu'ils n'ont pas été élus pour cela ! En réalité, le discours doit être inversé en proclamant haut et fort que l'Europe fédérale est désormais indispensable pour répondre aux défis actuels. Beaucoup d'Européens le savent fort bien. Tout le monde comprend qu'on est plus puissant uni et porté par un projet fédérateur. Au fond d'eux mêmes, les citoyens attendent qu'un nouveau cap prometteur soit fixé. Mais il faut pour cela dépasser l'Europe économique et monétaire qui remplace la politique par des règles techniques. Une constitution n'est pas un traité intergouvernemental comprenant, comme pour l'UE, 406 articles, 37 protocoles et 65 déclarations annexes plus la présence de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (54 articles). Il faut dépasser l'Europe des juristes et des économistes pour construire celle des citoyens. Actuellement l'ambition politique est noyée, pour ne pas dire noyauté, par des textes et des contraintes. Les citoyens attendent qu'on leur propose des perspectives communes capables de préparer le futur. Au lieu de propos alarmistes, fauteurs de tensions et de pessimismes, les Européens aimeraient entendre : « n'ayez pas peur, l'étape à venir est une Europe vraiment unie dans sa diversité. Elle vous protégera, construira des solidarités et préparera un avenir meilleur pour vous et vos enfants ». Il est grand temps que les citoyens et leurs représentants agissent et bâtissent leur avenir commun, c'est à dire l'Europe, dans un monde (plus de 10 milliards d'individus à la fin du siècle) où les « petits » États nations ne compteront plus vraiment. Nous devons construire l'histoire, pas la subir.